

En outre, le Canada a adopté une politique selon laquelle le gouvernement ne finance la conversion du mazout au charbon que si l'entreprise procède au changement d'une façon écologiquement saine.

Ces mesures sont venues s'ajouter aux contrôles plus serrés qui s'appliquent déjà au principal pollueur au Canada, soit la raffinerie de l'INCO à Sudbury, en Ontario.

Il est trompeur de suggérer que le Canada construit d'importantes usines alimentées au charbon le long de la frontière. De fait, il existe deux nouvelles stations: une installation de 200 MW à Atikokan, en Ontario, et une autre de 600 MW sur la rivière Poplar, en Saskatchewan. Les deux consommeront du charbon à faible teneur en soufre et les deux pourront être assujetties à des contrôles plus serrés s'il survient des problèmes internationaux. Dans tous les cas, leurs émissions combinées de 50,000 tonnes d'anhydride sulfureux sont infimes si on les compare aux 35 millions de tonnes émises en Amérique du Nord chaque année dont 29,700,000 tonnes aux Etats-Unis.

Ce qui est finalement le plus important c'est que les deux pays commencent à s'attaquer plus efficacement au problème, de la façon jugée la plus appropriée en fonction de leur situation propre.